

# ***l'Anti*capitaliste**

n°608 | 24 mars 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



**MALGRÉ UNE CAMPAGNE ANTIDÉMOCRATIQUE**

**FAIRE ENTENDRE  
UNE VOIX ANTICAPITALISTE  
ET RÉVOLUTIONNAIRE**

**Dossier**

**CIAO ALAIN**

Pages 6 et 7

**ÉDITO**

L'extrême droite tue  
Page 2

**PREMIER PLAN**

19 Mars: écoutez les  
sans-papiers!  
Page 2



**ACTU INTERNATIONALE**

Russie: «La guerre doit être arrêtée  
par nous-mêmes – hommes et  
femmes de Russie» Page 4

**LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Eugène, syndicaliste  
au sujet du procès Deliveroo qui  
s'est tenu mi-mars à Paris Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

## L'extrême droite tue

Le 19 mars, l'ancien joueur international de rugby Federico Martín Aramburú, de nationalité argentine, était assassiné dans les rues de Paris, de plusieurs balles. Quelques heures plus tôt, selon divers témoignages, Aramburú et un de ses proches avaient eu une altercation dans un bar avec trois individus ayant proféré des insultes racistes contre un homme de nationalité étrangère. Ce sont ces individus qui ont par la suite retrouvé Aramburú et l'ont assassiné.

Le meurtrier présumé est Loïc Le Priol, un militant d'extrême droite malheureusement bien connu des milieux antifascistes. Et aussi de la police et de la justice, puisqu'il doit être jugé en juin pour des actes de violences et de torture commis contre un autre militant d'extrême droite. L'affaire avait été documentée par *Mediapart*, avec notamment d'insoutenable vidéos montrant le niveau de violence et de barbarie de Le Priol et de ses amis néonazis. Après plusieurs jours de cavale, Le Priol a fini par être retrouvé... en Hongrie, où il s'était probablement rendu pour se planquer grâce à ses réseaux d'extrême droite. Alors que nous écrivons, deux de ses complices sont toujours en fuite.

Nous en sommes donc là. Des militants d'extrême droite se baladent armés dans les rues de Paris et n'hésitent pas à assassiner un homme qui a osé s'interposer alors qu'ils tenaient des propos racistes. Un événement qui, loin d'être un fait divers, est un fait politique. Les agressions par les groupuscules et les militants d'extrême droite se multiplient, dans un climat global pourri, raciste, réactionnaire, avec un candidat spécialisé dans les appels à la guerre civile qui continue d'être reçu dans les médias et d'avoir des interlocuteurs acceptant de « débattre » avec lui.

Cela fait des mois que les structures antifascistes, parmi lesquelles le NPA, alertent sur la menace de l'extrême droite et des groupes fascistes. L'assassinat de Federico Martín Aramburú est malheureusement la preuve que nous ne nous faisons pas de films et qu'ils sont de plus en plus nombreux à être prêts à passer à l'acte, avec un sentiment d'impunité favorisé par l'ambiance nauséabonde de la campagne présidentielle. Parce qu'il y a urgence à construire une riposte antifasciste radicale et unitaire, nous serons présents et appelons à être présents à l'ensemble des initiatives antifascistes à venir, à commencer par les rencontres sociales antifascistes organisées à Paris le 26 mars, et la manifestation prévue le 3 avril.

Il y a deux mois, on aurait difficilement pu imaginer que la campagne serait polarisée, entre autres, par une guerre en Ukraine et par une révolte populaire en Corse... Deux questions qui se sont imposées (surtout l'Ukraine) et qui ont changé en partie le bruit de fond de la campagne, qui s'était lancée quasi exclusivement autour des thématiques de l'extrême droite la plus raciste et brutale.

### De la Corse à l'Ukraine

Le fait que ces thématiques se soient invitées n'est évidemment pas, en soi, une bonne nouvelle. Ne serait-ce déjà, cela va sans dire, mais cela va mieux en le disant, parce que l'on ne saurait se réjouir ni d'une guerre ni de la mort d'un homme emprisonné loin des siens. Mais aussi parce que la guerre en Ukraine, pour ne parler que d'elle, a servi de carburant à Macron pour se poser en chef de guerre et protecteur des peuples, et à la plupart des autres candidatEs pour entonner, à des degrés divers, leurs rhétoriques nationalistes, patriotiques, chauvines, va-t-en guerre, y compris dans une certaine gauche.

Du côté de la campagne Poutou, nous tentons de nous appuyer sur ces événements pour faire entendre une autre voix sur les questions internationales, y compris en ce qui concerne l'impérialisme français. Le moteur de notre internationalisme est en effet non seulement une solidarité entre les peuples, mais aussi un refus de toute complicité, active ou passive, avec tel ou tel impérialisme, tel ou tel régime oppresseur, et de toute logique visant à jouer un impérialisme contre un autre, y inclus et notamment notre propre impérialisme. Et donc une dénonciation des méfaits de ce dernier et de ses politiques coloniales et néocoloniales, y compris au sein même du territoire « français », que cela soit dans les Antilles, à la Réunion, en Kanaky ou en Corse.

### Les règles iniques du temps de parole

C'est ce que nous tentons de faire entendre, mais le moins que l'on puisse dire est que, s'il y a une part d'imprévisible dans une campagne présidentielle, il y a aussi des choses prévisibles. À cet égard, nous nous doutions bien que notre parole serait marginalisée dans la campagne, et

## À la Une

### LEUR DÉMOCRATIE ET LA NÔTRE

# Même s'ils ne le veulent pas, la campagne Poutou est là!

*Même si le rituel est bien rodé, il y a toujours une part d'imprévisible dans une campagne présidentielle. C'est notamment le cas avec les thématiques qui peuvent s'inviter dans les débats – si l'on peut parler de débat, on y reviendra. Mais il y a aussi du prévisible, avec le caractère profondément antidémocratique de la campagne, qui atteint cette année des sommets.*



notamment dans son traitement médiatique. On doit toutefois avouer que même si cela été prévisible, nous sommes surpris de la grossièreté avec laquelle une candidature comme la nôtre est maltraitée du point de vue de son temps d'exposition médiatique. La faute, diront certains, à des règles absurdes, fixées par l'Arcom (ex-CSA), qui, sous le vocable trompeur d'« équité », attribue un temps de parole ridicule aux « petits » candidats, sur la base de critères aléatoires (sondages, positions institutionnelles et « animation » de la campagne). C'est ainsi que Philippe Poutou se retrouve à faire des interviews de 5 minutes sur France Inter lorsque d'autres ont des dizaines de minutes pour s'exprimer.

Mais la faute n'en incombe pas seulement à l'Arcom. Les grands médias ont évidemment une responsabilité dans ce déséquilibre flagrant, en

acceptant de jouer servilement le jeu de « l'équité » et en privilégiant systématiquement – ce à quoi l'Arcom ne les oblige pas – les « bons » créneaux pour les « gros » candidats. C'est ainsi que Philippe Poutou se retrouve à être invité aux matinales radio... du samedi et du dimanche. Nous aurons l'occasion d'y revenir, en révélant certaines des coulisses de ce maltraitement. À titre d'exemple, nos lecteurs seront sans doute charmés d'apprendre que la couverture télé-radio des obsèques d'Alain Krivine a été décomptée comme du temps de parole de Philippe Poutou.

### Les « gros » candidats dans le moule antidémocratique

Mais au-delà de l'Arcom et des médias, il en va également de la responsabilité des candidatEs institutionnels qui, au pire, se servent de ces règles iniques pour minorer le temps de parole des autres (en

refusant par exemple de participer à une soirée électorale de BFM-TV, ce qui crée mécaniquement une entorse à l'équité) ou, au mieux, acceptent de « jouer le jeu », en se rendant par exemple à une émission de TF1 sur la présidentielle de laquelle quatre candidatEs sont exclus. Le summum du mépris et de l'arrogance autoritaire est évidemment atteint par Macron qui, en postulant qu'il refuserait de participer à un quelconque débat avant le premier tour, a largement contribué à favoriser les logiques anti-démocratiques de la campagne. Non qu'un débat entre toutes les candidatEs aurait réglé tous les problèmes. Mais le refus du monarque d'accepter de se faire directement interpellé sur son bilan n'a rien d'anodin et donne le ton. Nous avons écrit à l'ensemble des candidatEs de gauche (ou du moins se revendiquant comme tel) pour poser les problèmes et pour leur demander s'ils et elles étaient prêts à envisager une protestation commune, autour entre autres de l'exigence d'un débat entre toutes les candidatEs. Nous n'avons malheureusement eu, à ce stade, aucune réponse, chacunE préférant sans doute se concentrer sur son écurie et sa campagne. Dont acte. Cela ne nous empêchera pas de continuer à défendre nos positions et notre programme, tout en faisant des propositions unitaires lorsque nous estimons que cela est judicieux – voire nécessaire. Il serait en effet grand temps que chacunE réalise, du côté des forces progressistes, que c'est dès maintenant que se préparent les lendemains de l'élection, et que l'on ne sera jamais trop nombreux pour résister à la prochaine violente étape de l'offensive réactionnaire. J.S.

## 19 MARS Écoutez les sans-papiers!

*Arrêter de reculer. Articuler luttes concrètes, revendications spécifiques et lutte globale. Voilà la leçon de détermination et de politique que n'arrêtent plus de proposer les collectifs de sans-papiers à tout le mouvement depuis la manifestation interdite où des milliers d'entre elles et eux ont débordé le dispositif policier à la sortie du confinement strict il y a deux ans jusqu'à la mobilisation contre le sommet France-Afrique de Montpellier il y a quelques mois en passant par la Marche nationale d'il y a un an, les piquets de grève qui tiennent et se battent depuis près de six mois ou la campagne pour les cinq camarades poursuivis pour avoir été à Montpellier.*

Pas de hasard si ce sont les collectifs de sans-papiers et la Marche des solidarités qui ont proposé à tout le mouvement de mener une campagne globale contre le racisme avec un appel signé à ce jour par 410 organisations, locales et nationales. Pas

de hasard si ce sont les collectifs de sans-papiers qui ont défendu, au départ de la manifestation parisienne de ce 19 mars de ne pas bouger, de refuser cette parodie que devient le « droit de manifester » quand les manifestantEs sont littéralement nassésEs par le dispositif policier.

### « Est-ce qu'on ne partage pas la même planète ? »

À travers ces luttes, à travers la campagne, une nouvelle génération parmi les sans-papiers émerge. Écoutez-les, écoutez Tidiane, Bchira, Youcef, Anthioumane. Écoutez Dembele, un des délégués des piquets de grève, lors

de la manifestation : « On dit égalité pour tous, justice pour tous. Est-ce qu'on ne partage pas la même planète ? La guerre en Afrique nous on connaît depuis longtemps, la guerre déclenchée par des occidentaux. Alors nous les Ukrainiens on est avec eux mais faire une différence entre les réfugiés, les réfugiés africains, les réfugiés syriens, ça c'est du racisme. Ce n'est pas une question de place, c'est du racisme. On dit de l'air ouvrons les frontières, la Méditerranée est un cimetière. »<sup>1</sup> Voilà ce qu'a mis en lumière cette manifestation. Et la capacité à commencer à inspirer, à se lier, avec des jeunes, des collectifs féministes, des groupes antifascistes. Cette dynamique a permis qu'à Toulouse se tienne, sur le même appel, une manifestation significative.

## BIEN DIT

*Tant que le logement sera sur des présentoirs des banques comme un outil de placement et de défiscalisation, on ne résoudra pas la crise du logement.*

EDDIE JACQUEMART, président de la Confédération nationale du logement, Regards.fr, 22 mars 2022.

# Un monde à changer

**COVID: ACCORD DE DUPES À L'OMC?** Depuis un an et demi, Big Pharma, l'Union européenne, la Suisse et les USA refusent à l'OMC la demande de l'Afrique du Sud et de l'Inde d'une levée temporaire des ADPIC, ces accords sur les brevets et les droits de propriété intellectuelle sur les vaccins, mais aussi les tests et les traitements contre le covid. Ce refus a coûté des millions de morts supplémentaires. Aujourd'hui un accord entre USA, UE, Inde et Afrique du Sud est annoncé. La Suisse et Big Pharma s'y opposent toujours. Mais cet accord ne couvre que les vaccins (et pas les tests et les traitements maintenant disponibles), que les brevets (et pas les autres barrières à la propriété intellectuelle), est limitée géographiquement, et sape les règles existantes de l'OMC en matière de « licence obligatoire ». Ce qui fait dire à Public

Citizen qu'il ne « s'agit pas de la dérogation ADPIC que les gens du monde entier réclament depuis un an et demi ». Médecins sans frontières note aussi que « l'exclusion de pays dotés d'une capacité de fabrication et d'approvisionnement importante comme le Brésil » est très problématique si l'on veut augmenter les capacités de production. Le projet d'accord est en effet limité aux pays en développement, qui représentent moins de 10% des exportations mondiales, le Brésil n'a pas ce statut. Une condition pour ne pas bousculer le monopole des Big Pharma sur le marché des pays riches, qui leur rapporte 1000 dollars par seconde. Un an et demi pour en arriver là ! Le 7 avril, journée mondiale de la santé, le 13 juin, réunion ministérielle de l'OMC à Genève, nos mobilisations doivent bousculer cet accord de dupes !

## CORSE **Yvan Colonna et la vengeance d'État**

La mort d'Yvan Colonna vient, au-delà de sa famille, d'endeuiller tout le mouvement nationaliste corse, dans toutes ses composantes.

Le meurtre du préfet de Corse Claude Érignac en février 1998 avait déclenché une vengeance d'État sans précédent dans l'île. La Division nationale antiterroriste avec Roger Marion suivra d'abord une « piste agricole ». Plus de 2000 interpellations auront lieu, avec des interrogatoires, des transferts à Paris, des mois de détentions préventives, 40 mises en examen, le tout classé par un non-lieu général en 2016. C'est un climat d'inquisition, de terreur policière, de criminalisation générale du mouvement nationaliste qui se développera dans l'île à l'instigation de Roger Marion et de Bernard Bonnet, nommé préfet au lendemain du meurtre d'Érignac.

**Aucune preuve contre Colonna**  
En mai 1999, huit personnes sont arrêtées, dont sept reconnaissant, en détention, avoir participé à l'organisation d'un commando, et en accusent une autre, Yvan Colonna, militant connu de A Cuncolta Naziunalista, d'être le meurtrier. Yvan Colonna clame son innocence et prend le maquis. En juin 2003, une Cour d'Assise spéciale condamne les membres du commando, avec la réclusion à perpétuité pour deux d'entre eux, ayant directement participé au meurtre, Ferrandi et Alessandri. Tous les condamnés auront reconnu leur participation mais, durant



ce procès, ils seront tous revenus sur leurs déclarations en détention et auront totalement disculpé Yvan Colonna d'être le meurtrier du préfet. Yvan Colonna est finalement arrêté en juillet 2003. Il passe en procès une première fois. Bien qu'il soit innocenté par la seule témoin visuelle du meurtre qui ne le reconnaît pas, il est condamné à la réclusion à perpétuité. Lors d'un deuxième procès en appel, le rapport

ballistique innocentera aussi Yvan Colonna, mais il sera condamné à la perpétuité avec une peine de 22 ans incompressible. Après annulation de ce verdict par la Cour de Cassation, en 2011 se tient son dernier procès en Cour d'Assises. Yvan Colonna sera finalement condamné à la réclusion à perpétuité sans peine de sûreté. Tout au long de ces procès, l'accusation n'aura pu amener aucune autre preuve que les premières dénonciations, sur

lesquelles seront revenus tous les membres du commando.

### Des prisonniers libérables

Depuis près de 20 ans, Colonna était devenu le symbole de la résistance du peuple corse face à la justice et à la police coloniale française. L'État français, convaincu que le meurtre d'Érignac allait signer la marginalisation et la disparition du mouvement nationaliste, se sera trouvé, au contraire, confronté à des coalitions électorales nationalistes devenues progressivement première force politique électorale dans l'île, majoritaire à la collectivité territoriale depuis 2015. Pendant la même période, les gouvernements successifs auront maintenu la classification d'Alessandri, Ferrandi et Colonna comme « détenus particulièrement signalés » (DPS) pour justifier leur incarcération hors de Corse, loin de leur famille. Les trois condamnés, « primo-délinquants », étaient pourtant libérables depuis 2017 pour les deux premiers, depuis 2021 pour Yvan Colonna, le temps d'épreuve étant de 18 ans. Mais toute demande de libération, de semi-liberté, de levée du statut de DPS et donc de rapprochement a été systématiquement refusée chaque année depuis 2003, et cela encore une fois en février dernier. Le statut de DPS n'aura pas empêché que dans la Centrale d'Arles, Yvan Colonna puisse être attaqué et étouffé par un autre détenu connu pour sa dangerosité, sans intervention pendant huit minutes. **Léon Crémieux**

## Le chiffre

### 160 Mds d'euros

Les sociétés du CAC40 ont réalisé des profits de près de 160 milliards d'euros en 2021. Comme le rappelle le journal les Échos, « le précédent record, datant de 2007, est largement battu. À l'époque, le CAC 40 dans son ensemble avait réalisé près de 100 milliards d'euros de bénéfices. » On ne cesse de le répéter, et cela devient de plus en plus insupportable : ce n'est pas la crise pour tout le monde...



## Agenda

**Judi 24 mars, manifestation des retraités pour les pensions, la santé et les services publics, Paris.** À 14 h, départ Bastille en direction de République.

**Vendredi 25 mars, manifestation de la jeunesse pour la justice climatique et sociale, Paris.** À 15 h, place du Panthéon.

**Samedi 26 mars, Rencontres sociales antifascistes, Paris.** De 10 h à 18 h, à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau.

**Mercredi 6 avril, rencontres de La Brèche sur « Judaïsme, islam et modernités », Paris 12<sup>e</sup>.** Avec Yakov Rabkin, historien et professeur émérite à l'université de Montréal, autour de son livre *Judaïsme, islam et modernités*. À 19 h, à la librairie, 27, rue Taine.

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveau parti anticapitaliste.org

## NO COMMENT

Aider quelqu'un, l'accompagner vers l'insertion, est toujours mieux que lui donner une allocation. L'allocation, c'est la réponse des lâches.

CHRISTOPHE CASTANER, défendant le conditionnement du RSA à un minimum d'activité, BFM-TV, 21 mars 2022.

Il faut aussi saluer les manifestantEs et les réseaux militants venuEs en cars de Rennes, Rouen et Elbeuf, les rassemblements et manifestations qui ont eu lieu à Saint-Étienne, à Dijon, à Lyon...

### Il faut apprendre vite

Tout cela est de l'or pour toute la période à venir. Parce que toute la situation politique actuelle confirme que les enjeux soulevés par la Campagne Antiracisme et Solidarité ne sont pas seulement des thèmes posés de manière obscène dans une campagne électorale mais des enjeux de fond qui n'arrêteront pas de déterminer notre futur. Parce qu'au-delà des milliers de manifestantEs de ce 19 mars, la Campagne n'a pas réussi, à ce stade du moins, à créer un « mouvement de société ». Et qu'il faut apprendre vite. Pourquoi l'absence de la CGT

(qui à Paris appelait à manifester), de nombreuses associations et organisations signataires ? Pourquoi une telle faiblesse de la lutte contre l'islamophobie, et d'autres fronts de la lutte contre le racisme, l'absence de plusieurs associations de solidarité avec les migrantEs ? Des milieux dits « intellectuels », de la culture, des médias « indépendants », etc. ? Pour construire à la hauteur des enjeux le silence n'est pas une réponse car il ne permettra pas d'avancer. La Campagne Antiracisme et Solidarité ne lâche pas. Elle appelle à participer, sur les bases de son appel « Notre pays s'appelle Solidarité », le 9 avril, aux Marches pour le futur organisées par différentes organisations dont Alternatiba et le Comité Adama, et à y constituer des cortèges. **Denis Godard**

1 - Voir les vidéos sur site de la Campagne : <https://antiracisme-solidarite.org/>



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur  
de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## QUÉBEC Grèves étudiantes : les coûts et les dettes sont toujours en hausse

Le 22 mars 2022, cela faisait dix ans jour pour jour qu'avait lieu la manifestation étudiante d'ampleur historique à Montréal contre la hausse des frais de scolarité au cœur du « Printemps érable ».

Pour souligner cet anniversaire, c'est près de 65 000 étudiantEs qui étaient en grève partout dans la province pour rappeler que même 10 ans après ces événements, les coûts d'accès à l'enseignement universitaire sont toujours en hausse, ainsi que l'endettement étudiant. Des grèves sont prévues à Rimouski et à Gaspé.



### Une marche pour la gratuité scolaire et contre la marchandisation de l'éducation à Rimouski

Le mardi 22 mars, l'association générale étudiante du campus de Rimouski (AGECAR) et l'association générale étudiante du Cégep de Rimouski (AGECR) tenait une marche pour la gratuité scolaire et pour lutter contre la marchandisation de l'éducation. Lors de cette journée, l'AGECAR tenait une ligne de piquetage de 6h30, ainsi que l'AGECR qui la tenait à 11h30. Le départ de la marche s'est fait conjointement à 13h, devant l'entrée principale de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) et devant l'entrée principale du Cégep de Rimouski pour se terminer au 320, rue Saint-Germain Est, devant les bureaux des députés. De plus, le lundi 21 mars, dès 16h, au local E-225 de l'UQAR, se tenait une période de création de pancartes et de bannières, le matériel étant fourni. Toute la communauté rimouskoise était invitée à y participer en grand nombre.

### À Gaspé, une grève pour la gratuité scolaire et la justice climatique

Du 22 au 25 mars 2022, l'Association générale étudiante du Cégep de la Gaspésie et des Îles (AGECGI) se mobilisait en faveur de la gratuité scolaire ainsi que pour une justice climatique concrète. La grève se tenait du 22 au 25 mars sur le campus du Cégep de la Gaspésie et des Îles avec une série d'activités prévues dans une programmation disponible sur leur page Facebook.

Alors que les frais de scolarité augmentent d'année en année, cette manifestation visait à réclamer au gouvernement la gratuité scolaire. L'AGECGI rappelle que la communauté étudiante de la province paie de plus en plus cher son éducation universitaire. Les droits de scolarité et les autres frais obligatoires annuels atteignent désormais un montant de 4310 \$ [3100 euros] pour unE étudiantE temps plein de premier cycle. Alors que ce montant était de 2506 \$ [1800 euros] en 2006, celui-ci connaît depuis une hausse annuelle de 111 \$ [80 euros], une somme au-delà de l'augmentation générale des prix et une hausse proportionnellement plus élevée que le revenu moyen au Québec. L'association étudiante mentionne que la gratuité scolaire est un projet viable, mais elle dénonce le manque de volonté politique.

Cette grève vise aussi à demander au gouvernement d'enclencher un virage profond et rapide pour atteindre les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'Association étudiante dénonce le fait que les gouvernements en place n'agissent pas en conséquence face à ces défis climatiques et ne prennent pas au sérieux la menace climatique, son ampleur et leurs responsabilités.

Cette grève est aussi l'occasion de dénoncer les incohérences des éluEs. Par exemple, le gouvernement du Québec prépare une loi contre les hydrocarbures et les projets gaziers, mais en parallèle, il accorde aux industries forestières des permis de coupes dans les hautes montagnes des Chic-Chocs. Les organisateurs soulignent par voie de communiqué que « *seul un mouvement populaire, combatif et bien organisé pourra arriver à les obliger à changer de cap* ».

Catherine Belleau-Arsenault

Article publié sur le site du journal *Le Mouton noir* (Québec).

## RUSSIE « La guerre doit être arrêtée par nous-mêmes – hommes et femmes de Russie »

Nous publions des extraits du manifeste d'un groupe informel en Russie, appelé « Socialistes contre la guerre », mis en ligne sur le site LeftEast.

O n nous ment en disant que les opposantEs à cette guerre sont des hypocrites. Qu'ils ne sont pas contre la guerre, mais seulement favorables à l'Occident. C'est un mensonge. Nous n'avons jamais été des partisans des États-Unis et de leur politique impérialiste. Lorsque les troupes ukrainiennes ont bombardé Donetsk et Lougansk, nous ne nous sommes pas tus. Ne restons pas silencieux alors que maintenant Kharkiv, Kiev et Odessa sont bombardées sur ordre de Poutine et de sa camarilla.

### « C'est une guerre injuste, une guerre de conquête »

Il y a de nombreuses raisons de lutter contre la guerre. Pour nous, partisans de la justice sociale, de l'égalité et de la liberté, plusieurs d'entre elles sont particulièrement importantes.

C'est une guerre injuste, une guerre de conquête. Il n'y avait pas et il n'y a pas de telle menace pour l'État russe qui ferait qu'il était nécessaire d'envoyer nos soldats tuer et mourir. Aujourd'hui, ils ne « libèrent » personne. Ils n'aident aucun mouvement populaire. C'est simplement que l'armée régulière brise les paisibles villes ukrainiennes sur ordre d'une poignée de milliardaires qui rêvent de maintenir à jamais leur pouvoir sur la Russie.

Cette guerre entraîne d'innombrables désastres pour nos peuples.



Manifestation antiguerre en Russie (« Paix en Ukraine, liberté en Russie »). DR

Ukrainiens et Russes la paient de leur sang. Mais même loin à l'arrière, la pauvreté, l'inflation, le chômage toucheront tout le monde. Les factures ne seront pas payées par les oligarques et les fonctionnaires, mais par les enseignantEs pauvres, par les travailleurs et travailleuses, les retraités et les chômeurs et chômeuses. Beaucoup d'entre nous n'auront rien pour nourrir les enfants.

### « Une dictature que les générations actuelles n'ont pas encore vue »

Cette guerre va transformer l'Ukraine en ruines et la Russie en une grande prison. Les médias d'opposition sont déjà fermés. Des gens sont jetés derrière les barreaux pour des tracts,

des piquets de protestation inoffensifs, même pour des messages sur les réseaux sociaux. Bientôt, les Russes n'auront plus qu'un seul choix : entre la prison et le bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire. La guerre amène avec elle une dictature que les générations actuelles n'ont pas encore vue.

Cette guerre augmente considérablement tous les risques et menaces pour notre pays. Même les Ukrainiens qui sympathisaient avec la Russie il y a une semaine s'enrôlent maintenant dans les milices pour combattre nos troupes. Avec son agression, Poutine a annulé tous les crimes des nationalistes ukrainiens, toutes les intrigues des faucons américains et de l'Otan.

Poutine leur a donné de tels arguments que de nouveaux missiles et de nouvelles bases militaires apparaîtront presque certainement le long du périmètre de nos frontières.

### « La guerre est le fait de Poutine et de son régime »

Enfin, la lutte pour la paix est un devoir patriotique pour chaque Russe. Non seulement parce que nous sommes les gardiens de la mémoire de la plus terrible guerre de l'histoire. Mais aussi parce que cette guerre menace l'intégrité et l'existence même de la Russie.

Poutine essaie de lier étroitement son propre destin au destin de notre pays. S'il réussit, sa défaite inévitable sera la défaite de toute la nation. Et alors le sort de l'Allemagne d'après-guerre peut vraiment nous attendre : occupation, partition territoriale, culte de la culpabilité collective.

Il n'y a qu'un seul moyen d'éviter ces désastres. La guerre doit être arrêtée par nous-mêmes – hommes et femmes de Russie. Ce pays nous appartient, pas à une poignée de vieux fous disposant de palaces et de yachts. Il est temps de le récupérer. Nos ennemis ne sont pas à Kiev et Odessa, mais à Moscou. Il est temps de les virer de là. La guerre n'est pas le fait de la Russie. La guerre est le fait de Poutine et de son régime. C'est pourquoi, nous, les socialistes et communistes russes, sommes contre cette guerre criminelle. Nous voulons l'arrêter pour sauver la Russie. Non à l'intervention ! Non à la dictature ! Non à la pauvreté !

Traduction rédaction A l'Encontre

## USA Malgré les problèmes économiques, Biden bénéficie de la crise ukrainienne

Le socialiste américain Randolph Bourne a écrit en 1918 : « La guerre est la santé de l'État. » Elle peut aussi être salubre pour les présidents. Alors que le Covid et la guerre de la Russie contre l'Ukraine ont des conséquences économiques qui affectent des millions d'AméricainEs, Biden gagne néanmoins en soutien politique.

Un récent sondage réalisé montre que la cote d'approbation globale du président a bondi à 47 %, soit une hausse de huit points par rapport au mois dernier, en grande partie grâce à son discours sur l'état de l'Union et à son rôle dans la réponse à la situation ukrainienne. Cela l'a aidé dans d'autres domaines. L'opinion favorable du public sur sa gestion de l'Ukraine a augmenté de 18 points pour atteindre 52 % ; sur la gestion du Covid, elle a maintenant progressé de huit points pour atteindre 55 %, et elle a même augmenté de huit points pour atteindre 45 % pour l'économie.

### Président en temps de guerre

Les présidents progressent souvent dans les sondages en temps de guerre, du moins au début, et c'est le cas pour Biden. S'ils ne sont pas directement impliqués, les États-Unis sont devenus non seulement un soutien mais aussi un fournisseur de l'Ukraine. La présidence et le Congrès soutiennent l'Ukraine de nombreuses manières, notamment par des sanctions contre les banques, le commerce, le pétrole et le gaz russes. En outre, le Congrès a adopté une nouvelle loi qui prévoit 13,6 milliards de dollars pour

l'assistance humanitaire, les fournitures militaires, le déploiement de troupes et le renseignement. Les États-Unis ont maintenant déployé 14 000 soldats supplémentaires en Europe, ce qui porte le total des troupes US en Europe à 100 000. La CIA, qui forme des soldats ukrainiens depuis 2015, semble envoyer des vétérans étatsuniens en Ukraine comme formateurs et combattants. Dans un récent sondage, 87 % des ÉtatsunienEs accusent le président russe Vladimir Poutine d'être responsable de la guerre, 81 % soutiennent les sanctions contre la Russie, tandis qu'une grande majorité est d'accord avec s'opposer à une zone d'exclusion aérienne parce qu'elle pourrait conduire à la guerre. Quelque 75 % veulent faire tout leur possible pour soutenir l'Ukraine tout en évitant une guerre directe entre les États-Unis et la Russie. Et 81 % des Démocrates, 40 % des indépendants et 10 % des Républicains approuvent la gestion de la question ukrainienne par M. Biden.

### Le covid, toujours

Les sanctions étatsuniennes et d'autres mesures pourraient affecter l'économie US. La Russie étant un important producteur de pétrole et de céréales, il est presque certain que

les prix de ces produits et de certains autres produits de base augmenteront. L'économie US subit déjà les effets de son soutien à l'Ukraine, en plus de ceux de la pandémie de Covid qui a dévasté l'économie pendant plus de deux ans. Bien que de nombreuses restrictions liées au Covid aient été levées et que des millions de personnes aient repris le travail, la situation n'est pas revenue à la normale et le rôle des États-Unis dans le conflit en Ukraine entraînera d'autres difficultés.

De nombreux États, villes et districts scolaires ont abandonné l'obligation du port du masque, même si seulement 65,8 % des ÉtatsunienEs ont été vaccinés. Plus de 1100 personnes meurent encore chaque jour, ce qui porte le nombre total de décès dus au Covid à environ 974 000. Une nouvelle variante du Covid appelée BA.2 se propage rapidement, et de nombreux experts de la santé craignent une nouvelle vague. On ne sait pas exactement quel pourrait être son effet sur l'économie.

### Inflation galopante

L'inflation est désormais le grand problème. Il y a un an, la hausse des prix était de 1,7 % ; aujourd'hui, elle est de 7,9 %, en raison de la hausse des coûts du logement, de la

nourriture et du carburant. Depuis que M. Biden est devenu président, les prix ont augmenté dans tous les secteurs : le logement a augmenté de 18,8 % ; les loyers de 17,6 % ; les prix des denrées alimentaires de 5 % au premier trimestre 2022 ; et le prix de l'essence est passé d'environ trois dollars le gallon à cinq dollars le gallon. En raison de l'inflation, la Réserve fédérale américaine a augmenté ses taux d'intérêt de 0,25 % à 0,50 %, et a indiqué qu'elle prévoyait de les relever jusqu'à six fois cette année. La hausse des taux d'intérêt entraîne généralement une diminution des dépenses des consommateurs et des entreprises et peut conduire à une baisse des cours boursiers.

Dans ces conditions, on pourrait s'attendre à voir les travailleurEs commencer se mobiliser, mais dans une période d'insécurité – le Covid et la guerre – les travailleurEs sont prudents, et jusqu'à présent, il n'y a pas de poussée majeure. Des campagnes d'organisation syndicale ont lieu dans les entrepôts d'Amazon et dans les cafés Starbucks, et elles semblent gagner du terrain, avec quelques petites grèves et protestations et des élections de représentation syndicale prévues. C'est peut-être un début.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

# UGANDA L'oléoduc de la honte

Contesté en Russie, à cause de la guerre contre l'Ukraine, le business de TotalEnergies l'est aussi en Afrique de l'Est. Il y a un mois nous dénoncions dans ces colonnes le mégaprojet du groupe pétrolier en Ouganda et en Tanzanie<sup>1</sup>. Nous revenons sur le développement des mobilisations contre ce programme à l'occasion de la venue de trois activistes ougandais en France qui ont participé à la marche contre la crise climatique et sociale le 12 mars à Paris.

**H**ilda Flavia Nakabuye de l'organisation Fridays for Future Uganda, qui rassemble des milliers de jeunes en Afrique anglophone dans la lutte contre le réchauffement climatique, Diana Nabiruma de l'AFIEGO (Africa Institute for Energy Governance), une ONG en soutien aux luttes environnementales, et Maxwell Athuhura du Tasha Research Institute, ont expliqué, devant une centaine de participantEs à Paris, les dangers de ce projet. Il et elles ont souligné que cela va à l'encontre de la réduction des énergies fossiles actée par la France à la COP26.

## Oui, il y a le feu au lac!

Le but de Total est d'exploiter un gisement pétrolier d'un milliard de barils découvert en 2006 près du lac Albert. Un lac vital pour près de 45 millions de personnes. Pour la multinationale française, il ne s'agit pas moins que de procéder à 400 forages. Le projet EACOP (East Africa Crude Oil Pipeline) est de faire transiter le pétrole à travers un oléoduc chauffé à 50 degrés sur près de 1500 kilomètres, de l'Ouganda jusqu'au port de Tanga en Tanzanie. Maxwell Athuhura explique que ces travaux impliquent l'expulsion de leurs terres de près de 100 000 personnes. Un processus qui a déjà commencé, le plus souvent par la force. Lui-même a été arrêté et mis en prison par deux fois sans aucune décision de justice. Les villageoisEs expulsés touchent des



compensations si faibles qu'ils et elles ne peuvent acheter d'autres terres. Parfois, certainEs sont toujours en attente de leur indemnité. En Tanzanie, la terre appartient à l'État, ce qui évite tous processus d'indemnisation. Si la multinationale française se veut rassurante pour la faune, les débuts des opérations démentent ces assertions. En Ouganda certaines espèces sont en voie de disparition, comme la girafe de Rothschild. Diana Nabiruma explique : « Ils tentent de les

capturer pour les transférer dans d'autres parcs naturels qui ne sont pas impactés par le projet pétrolier » et « les éléphants en raison du rétrécissement de leur territoire désormais empiètent et détruisent les champs de culture des villageois ». Les travaux occasionnent l'émission en continu de poussière qui envahit les villages, perturbe les oiseaux. La construction de routes en bitume, brûlantes en journée, empêche la circulation des reptiles. C'est donc une forte perturbation de l'écosystème et une

remise en cause de la coexistence harmonieuse entre les humains et la nature.

## Natixis, les députés, les conseillers de Macron et le... Pape

Entre les organisations ougandaises et françaises comme Survie, les Amis de la Terre, 350.org et bien d'autres, une coalition s'est formée pour empêcher qu'un tel projet se réalise. Bien que ce combat semble être celui de David contre Goliath, des succès significatifs ont été remportés. D'abord un relatif isolement financier de Total : à titre d'exemple toutes les banques françaises ont refusé de participer à ce projet, à l'exception de Natixis, qui n'a pas encore pris sa décision et qui devrait recevoir la visite de la délégation ougandaise. Au niveau juridique, là aussi une victoire d'étape a été remportée. Sur la base de la loi de 2007 qui vise à « prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement », la Cour de cassation a confirmé que la juridiction compétente ne pouvait être le Tribunal de commerce pour trancher sur des questions aussi fondamentales. Juliette Renaud des Amis de la Terre explique que « le million de signatures contre le projet a permis de renforcer la légitimité de notre combat ». Des rencontres ont eu lieu avec les différents rapporteurs de l'ONU, mais aussi les députés français. Des réunions sont prévues avec les conseillers de Macron et de Le Drian. Enfin un rendez-vous a été pris avec le Pape dans les prochains jours. Gageons que ses prières et les mobilisations en France et en Ouganda provoquent un miracle : celui, comme le dit Hilda Flavia Nakabuye, que « le pouvoir des gens soit plus fort que les gens au pouvoir ».

Paul Martial

1 - Voir L'Anticapitaliste n°603 (17/02/2022)

# 19 MARS 1962 La fin de la guerre d'Algérie et l'escroquerie des accords d'Évian

La date du 19 mars 1962, fin de la guerre d'Algérie, a une fois plus suscité polémique. Hollande en 2012 en avait fait une « journée de mémoire » pour les soldats de l'armée française tués dans les guerres coloniales d'Afrique du nord (et les autres victimes pour sembler équitable). Macron en a fait cette année un show « mémoriel » et amnésique « d'apaisement entre toutes les mémoires de la guerre ». Pendant que Péresse, Zemmour et Le Pen l'accusent de trahir la mémoire de la France.

**E**ntre 500 000, 800 000 ou un million de morts dans la population algérienne (on ne saura jamais), villages rasés, populations déplacées, forêts passées au napalm, torture à grande échelle... Dans la bouche des gouvernements français de l'époque ce n'était pas une guerre, ni même une « opération spéciale » à la Poutine : c'était juste une « opération de pacification ».

## De Gaulle faiseur de la paix?

Si la mémoire d'il y a 60 ans nous importe, c'est que la guerre d'Algérie marque toujours la société et la vie politique française : par le développement de l'extrême droite des Le Pen et Zemmour, par le racisme qui se perpétue dans la police française, par le mythe commun à toute la classe politique, de gauche comme de droite, d'un de Gaulle faiseur de la paix. Car ce fut ce général de droite, voire

d'extrême droite (volontaire pour aller combattre en 1919 à 1920 contre la révolution soviétique, fondateur en France en 1947 d'un parti d'extrême droite, le RPF) qui a fini par signer la paix. Alors que c'était un gouvernement socialiste, auquel même le PCF avait voté les « pleins pouvoirs », qui avait envoyé massivement le contingent en Algérie et présidé aux premières années de guerre. Quoi de tel qu'un général de droite pour faire admettre à la droite et aux chefs de l'armée la capitulation devenue inévitable face à la résistance du peuple algérien? Ainsi va le jeu des alternances gauchedroite au pouvoir.

C'était bien pour tenter de sortir d'une guerre, que la bourgeoisie française savait ne plus pouvoir gagner, que De Gaulle est revenu au pouvoir en 1958. Même si ce fut en manipulant lui-même l'extrême droite de « l'Algérie française », avant que le socialiste Guy Mollet n'aille à Colombey le supplier de prendre le relais. Mais pour cette paix négociée, il a fait encore quatre ans de guerre. La grande bourgeoisie française, contrainte de faire son deuil du « colonialisme de papa », n'avait plus qu'un objectif : obtenir du futur pouvoir algérien le plus de concessions économiques possibles.

## Odeur du pétrole et du gaz

La question du Sahara, que De Gaulle a rêvé un temps de séparer de l'Algérie pour en faire un vaste territoire pétrolier entre les mains de la France, a bloqué pendant des mois l'avancée des négociations. Il dut y renoncer, mais les accords d'Évian, qui signaient la paix, reconnaissaient le maintien « des droits attachés aux titres miniers délivrés par la France », « la préférence, à égalité d'offre, aux sociétés françaises dans l'octroi de nouveaux permis miniers », et « le paiement en francs français des hydrocarbures sahariens » : de sacrés avantages que l'Algérie n'abolit que neuf ans plus tard en nationalisant les pétroles.

Aujourd'hui, les grandes compagnies pétrolières mondiales sont revenues en force dans l'exploitation des hydrocarbures algériens, mais plus en priorité la compagnie française. Et c'est l'odeur du pétrole et du gaz qui amène Macron à son numéro d'équilibriste : prêcher l'oubli à l'Algérie, sans trop s'aliéner en France les foudres de l'extrême droite.

Olivier Belin



# BELGIQUE Rencontres anticapitalistes de printemps

**N**ous avons le plaisir de vous inviter à Écosocialisme 2022, une journée de rencontres anticapitalistes de printemps, avec les activistes du climat et les féministes, les antiracistes et les syndicalistes et toutes les personnes qui veulent changer ce monde, parce qu'il le faut. Nous y accueillerons une série d'invités telEs que Miguel Urban, député européen d'Anticapitalistas (État espagnol), Pauline Salingue, porte-parole de la campagne présidentielle de Philippe Poutou (NPA, France), Valeriya Zubatenko, militante féministe de gauche ukrainienne, Joëlle Sambu, poétesse, slameuse et militante lesbienne antiraciste, des militantes de la Ligue des travailleuses domestiques sans-papiers, ainsi que Daniel Tanuro, auteur et militant écosocialiste révolutionnaire.

## Face aux catastrophes du capital

Dans une période marquée par les multiples crises du capitalisme, comme le dérèglement climatique, la pandémie et la guerre, nous prendrons le temps de nous rassembler pour débattre des questions stratégiques qui animent les luttes sociales et politiques.

Nous aurons des ateliers en français, en néerlandais ou bilingues, une plénière et un meeting de solidarité internationaliste. Nous débattrons de comment construire le mouvement

Nous reproduisons l'annonce de nos camarades de la Gauche anticapitaliste / SAP – Antikapitalisten, la Formation Lesoil et Ernest Mandel Fonds, à propos d'une journée de débat e discussions organisée le 23 avril prochain à Bruxelles.



pour répondre aux catastrophes du capital, en alliant combat sur la fin du monde et sur la fin du mois. Du syndicalisme face à la crise écologique, sur la place des travailleurEs des services dans le capitalisme contemporain. De l'éco-féminisme et du féminisme de la reproduction sociale, des personnes trans dans le marché du travail et dans les luttes féministes. De la lutte contre l'extrême droite ici, aux Pays-Bas

et en France. De l'antiracisme et des perspectives de la lutte des personnes sans papiers. Des luttes écologiques dans le Sud et contre les projets inutiles et nuisibles ici. Et bien sûr de la guerre de Poutine en Ukraine et de comment l'arrêter. Ce sera aussi et surtout un moment pour se (re)voir, pour discuter, pour manger, boire et rire ensemble. Le début de soirée sera animé par le DJ Stel-R.

Un certain nombre d'activités seront organisées en néerlandais ou en français, certaines seront bilingues, les plénières avec interprétation simultanée. Nous aurons aussi de la savoureuse nourriture végétarienne.

Bienvenue à touTEs!

Le programme complet ainsi que le formulaire d'inscriptions et les tarifs seront annoncés dans les jours qui viennent. Restez branchéEs! Suivez-nous sur Facebook: fb.me/e/1Z1ZouKPO6

*Lundi 21 mars ont eu lieu les obsèques de notre camarade Alain Krivine, décédé le 12 mars. 2000 personnes ont marché de Nation au Père-Lachaise: trois générations de camarades, d'amis, des membres d'autres organisations du mouvement ouvrier, des représentantEs de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, des anonymes... Une marche-manif par une journée ensoleillée, où les sourires et les yeux humides étaient au rendez-vous. Toutes et tous ont pu, au Père-Lachaise, saluer une dernière fois Alain, au terme d'une cérémonie riche en émotions. Ses camarades, ses proches, sa famille, se sont succédé lors des obsèques pour raconter «leur» Alain, avec humour, tendresse, admiration, camaraderie. Une bien belle cérémonie pour un bien beau camarade. Ciao Alain.*



## ALAIN KRIVINE (1941-2022): L'OPTIMISME DE LA VOLONTÉ

*Notre camarade Alain, pendant plus de 40 ans, a été au cœur de la vie et de la direction de notre Internationale et de sa section française, tout en contribuant à la construction d'autres sections. Il a été un des principaux porte-parole de nos idées, de nos combats internationalistes, cherchant toujours à maintenir les acquis politiques de notre mouvement, à le construire avec patience, tout en poussant toujours à s'ouvrir aux nouvelles expériences, aux nouvelles mobilisations, à s'y intégrer avec le souci permanent de l'action unitaire et de l'absence de sectarisme.*



**N**é au milieu de la Seconde Guerre mondiale dans une France occupée par les nazis, sa jeunesse fut évidemment marquée par les crimes du fascisme, mais aussi par l'essor des luttes anticoloniales, les révolutions cubaine et algérienne, autant d'événements majeurs de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle qui ont impulsé l'émergence d'une nouvelle génération de dizaines de milliers de jeunes qui, dans tous les continents, ont rejoint la lutte révolutionnaire. C'est durant ces années qu'Alain a commencé un cheminement politique qui, depuis la fin des années 1950, l'a mené de l'opposition de gauche dans le PCF à la Ligue communiste/LCR puis à la création du NPA. Ce chemin a vite croisé la IV<sup>e</sup> Internationale.

### Luttes anticoloniales

Alain, comme beaucoup de militantEs d'après-guerre, a commencé son activité au sein du PCF. Militant communiste exemplaire, il se retrouve vite confronté et opposé à la position du PCF face à la guerre coloniale en Algérie. Partisan du soutien au FLN et à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, il s'engage dès la fin des années 1950 dans les réseaux de soutien au FLN, puis, militant de l'Union des étudiants communistes (UEC), il anime le Front Uni Antifasciste à l'université de la Sorbonne à Paris. Ayant rejoint le PCI en 1961 (la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale dans laquelle militaient déjà ses deux frères Jean-Michel et Hubert), il joue un rôle central dans la construction de l'opposition de gauche dans l'UEC qui amena à la rupture avec le PCF lors du soutien

ce dernier à la candidature de François Mitterrand en 1965, et à la création de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). Alain en fut un des principaux animateurs, tout en participant à la création du Comité Vietnam national (CVN) de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien. En février 68, avec le CVN, Alain et d'autres camarades comme

Daniel Bensaïd participent à un rassemblement international contre l'intervention US au Vietnam organisé à Berlin par le SDS (Sozialistischer Deutscher Studentenbund) avec Rudi Dutschke. Ce rassemblement sera l'occasion d'une manifestation de 20 000 personnes qui inspirera le CVN pour les méthodes de manifestation spectaculaires.

### Mai 68

Il fut un des animateurs les plus en pointe du mouvement de Mai 68, la JCR y jouant un rôle prédominant dans la jeunesse étudiante, notamment en région parisienne. L'ensemble des organisations d'extrême gauche, y compris la JCR, ayant été dissoutes par le pouvoir gaulliste après la fin de la grève générale,

Alain est incarcéré avec d'autres camarades pendant l'été 68 puis enrôlé pour effectuer son service militaire. Parallèlement, les militantEs de la JCR jetaient les bases de ce qui allait devenir la Ligue communiste (LC) qui, rassemblant aussi les forces du PCI, devint, au printemps 1969, la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Dès lors, la

vie d'Alain va se confondre avec celle de la Ligue communiste dont il devient le porte-drapeau dès l'élection présidentielle de 1969 où il est candidat pour la Ligue. Parallèlement, avec d'autres jeunes camarades de la Ligue, il s'investit dans la direction de l'Internationale aux côtés des anciens, notamment Ernest Mandel, Livio Maitan et Pierre Frank.

Il devient alors pour 40 ans le principal référent politique des militantEs de la LC/LCR, pilier quotidien de la direction et du contact avec les villes. Principal porte-parole, le seul réellement connu à une échelle large jusqu'en 2002, il fut la voix de la LC/LCR, l'animateur infatigable de centaines de meetings pour les sections de la Ligue, grandes ou petites. Il était sûrement le dirigeant qui connaissait le mieux les sections et les camarades des villes, carte politique vivante de la LCR. Attaché au travail militant minutieux, il était tout autant attentif à l'activité politique quotidienne du parti qu'à saisir toutes les possibilités d'organiser des campagnes unitaires, d'entrer en contact et de collaborer avec d'autres courants militants.

### Internationalisme

Au niveau international, il manifestait la même énergie, voyageur infatigable, faisant bénéficier notre Internationale de l'écho reçu par une figure du Mai français, pour développer de nombreuses tournées de meetings, des initiatives comme celle de l'Europe rouge à Bruxelles ou de l'anniversaire de la Commune de Paris en 1971. Énergie aussi pour développer la solidarité avec le peuple palestinien, le FLNKS ou la résistance antibureaucratique de Solidamosc, la solidarité avec la lutte antibureaucratique en Tchécoslovaquie de Petr Uhl et de ses camarades, dans les liens avec les camarades des pays soumis au néocolonialisme. Son bureau dans les locaux de l'imprimerie de Rotographie à Montreuil aura vu passer des centaines de camarades, représentants des organisations anti-impérialistes et révolutionnaires, et lui-même attachait autant d'énergie à se rendre dans de nombreux pays pour y défendre nos idées et rencontrer les mouvements révolutionnaires.

Dans les années 1970 et 1980, lecteur quotidien de *l'Humanité*, il était toujours attentif à ce qui se passait dans et autour du PCF et des autres PC, à la crise internationale du stalinisme. Aussi s'est-il toujours attaché, en France, aux possibilités de travail unitaire avec des courants venant du PCF. Il avait le souci de dépasser les frontières de la LCR, d'avancer vers un regroupement politique capable de prendre, dans les classes populaires, la place du PCF. Parmi les premiers à saisir l'importance de mouvements comme ceux de 1995, des luttes des sans-papiers, ayant l'anticolonialisme chevillé au corps, il participe activement aux liens avec les camarades et les organisations d'Algérie, des Antilles, de Corse et de Kanaky. Après la révolution sandiniste au Nicaragua, il participe deux fois comme observateur aux élections en 1984 et 1990, il se rend aussi au Venezuela de la révolution bolivarienne. De même, au début des années 2000, il assure le contact avec les camarades qui voulaient fonder une organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale en Russie.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS



### Unité et radicalité

Son élection comme député au Parlement européen, de 1999 à 2004, avec Roseline Vachetta, donnera encore plus d'écho et de possibilités pour l'action internationaliste, surtout dans une période de développement du mouvement altermondialiste et des forums sociaux européens et mondiaux à Florence, Londres, Porto Alegre, Mumbai. Cette présence donnera aussi plus d'écho au soutien d'Alain et de Roseline à de nombreuses luttes et permettra

aussi de développer un travail important d'activités communes de la Gauche anticapitaliste européenne (entre autres avec le SSP écossais, Rifundazione d'Italie, le SWP anglais, le Bloco portugais, l'Alliance rouge et verte du Danemark).

Alain fut un des principaux impulsors de la campagne d'Olivier Besancenot en 2001 et un fervent partisan de la création du NPA à partir de 2009. Il y apporta jusqu'au bout ses qualités politiques et humaines.

En 2015, présent pour le 1<sup>er</sup> Mai à Kiev, il avait rejoint ensuite la conférence de la gauche ukrainienne qui débouchera sur le lancement du Mouvement social ukrainien (Sotsialnyi Rukh). Alain a beaucoup agi pour l'organisation de notre courant, l'action politique concrète pour faire avancer nos idées, les initiatives unitaires, le débat direct avec d'autres forces internationales, d'autres courants pour trouver les voies de l'action commune. Il fut un des artisans du renforcement

et de l'ouverture de la IV qui a permis d'y accueillir des militantEs, des organisations venant d'autres traditions. Son intelligence essayait de compenser le pessimisme des revers par l'optimisme de la volonté. Il nous aura enseigné un marxisme révolutionnaire sans arrogance, unitaire et cherchant en permanence la voie de l'action concrète. Nous essaierons d'y rester fidèles.

**Léon Crémieux**

Article publié sur le site de la IV<sup>e</sup> Internationale

## SALAIRES Une grève historique à Merck Semoy

Une grève pour les conditions de travail et pour les salaires a duré plus d'une semaine à l'usine Merck de Semoy, à côté d'Orléans.

Les grévistes avaient fait le compte : avec l'augmentation des prix, en particulier celui de l'essence, les annonces de la direction pour les négociations annuelles obligatoires (+ 1% pour les plus bas salaires, + 1,5% d'augmentation individuelle) sont largement insuffisantes. Ces 1% d'augmentation proposés auraient correspondu à l'équivalent de 20 euros brut par mois, une aumône.



NPA

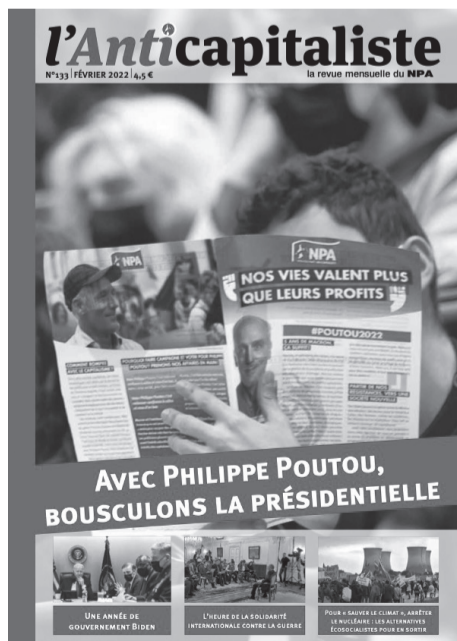
### FierEs d'avoir redressé la tête

C'est pour cette raison que les employéEs travaillant à la production ont cessé le travail à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO et mis en place un piquet de grève devant l'usine, pour réclamer une augmentation générale des salaires de 3%. Vendredi 11 mars, une cinquantaine d'entre elles et eux ont d'ailleurs manifesté autour de la boîte, bloquant les ronds-points et gênant la circulation. C'est la première grève depuis 2014 dans cette usine qui produit des anti-diabétiques et qui a inauguré récemment une nouvelle ligne de conditionnement. En 2014, la grève avait duré deux jours. Il s'agit également de la première grève pour nombre de salariéEs, jeunes dans l'entreprise. Le mouvement n'a pas pu s'étendre aux autres secteurs de l'usine (notamment les bureaux), ni aux autres usines (Lyon, Calais, Meyzieu), empêchant de gagner sur les revendications et poussant à la reprise du travail lundi 14 mars. Les salariéEs ont néanmoins obtenu que la prime d'équipe réclamée depuis des années soit mise sur la table lors des prochaines négociations, et se préparent déjà à ressortir dans la rue si besoin. Au-delà de la question des salaires, les salariéEs ont gagné en dignité et sont fierEs d'avoir redressé la tête.

Correspondantes

## L'Anticapitaliste la revue

Le n°133 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

# RETRAITES Âge légal à 65 ans, capitalisation : préparons la riposte unitaire!

Macron a abandonné son projet d'imposer la retraite par points, mais par d'autres méthodes il veut satisfaire le patronat qui trouve en permanence que la part des dépenses sociales est une « charge trop lourde ».

**G**eoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, avait préconisé le 9 juin 2021 une réforme des retraites qui devrait être mise en œuvre juste après la présidentielle et qui consistait à repousser l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Il a ensuite annoncé que l'âge du départ devait être porté à 65 ans. Le chef de l'État a eu les mêmes idées en annonçant une réforme consistant à reporter l'âge de départ en retraite d'abord à 64 ans et ensuite à 65 ans. Curieux hasard!

### Une contre-réforme stupide...

L'argument souvent évoqué par le gouvernement pour justifier cette mesure est simpliste : « On vit plus longtemps, donc on doit travailler plus longtemps ! » C'est faire semblant d'ignorer que les patrons n'hésitent pas à licencier des travailleurEs âgés et considérés comme insuffisamment productifs ou « coûtant trop cher ». Retarder l'âge de départ c'est aussi « oublier » que des millions de chômeurEs cherchent du travail tandis que des « vieux travailleurEs » s'usent au boulot. C'est aussi faire preuve de mépris envers les personnes âgées qui ont été licenciées, car souvent considérées comme pas assez « rentables » ou trop souvent absentes parce qu'elles ont été malades. La preuve du ridicule de cette situation : lorsque l'âge légal du départ à la retraite a été porté de 60 à 62 ans en 2011 sous le gouvernement de Sarkozy, le taux de chômage des plus de 55 ans a augmenté de 23%. Plus l'âge de départ à la retraite est reculé, plus le taux de chômage s'amplifie!

### ... et injuste!

« À 65 ans on est en pleine forme », prétend Éric Woerth, ancien sarkozyste rallié à Macron, alors que l'espérance de vie varie selon les classes sociales : plus on est aisé, plus l'espérance de vie est élevée. Parmi les 5% les plus aisés, l'espérance de vie à la naissance des hommes est de



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

84,4 ans, contre 71,7 ans parmi les 5% les plus pauvres, soit 13 ans d'écart. Chez les femmes, cet écart est plus faible, huit ans séparent les plus aisées des plus pauvres... Macron affirme qu'il instaurera des « contreparties » et annonce un montant minimum de la pension pour une carrière complète portée à 1100 euros à condition d'avoir bénéficié d'une carrière qui ne serait pas hachée en raison du chômage, de la maladie, de l'invalidité... Or après 50 ans près de la moitié des personnes ont vécu cette situation.

### Une réunion suspecte: l'Agirc-Arrco sous le régime de la capitalisation?

La « présidence paritaire » du régime des retraites complémentaires de touTEs les salariéEs du secteur privé organise le 5 avril, en partenariat avec l'institut Molinari, qui se présente comme « un organisme de recherche et d'éducation ayant pour objectif d'influencer les parlementaires, les journalistes et les faiseurs d'opinion dans le but de favoriser

une politique économique libérale » un webinaire (séminaire en ligne) intitulé : « Garantir le paiement des retraites à chaque génération ». Il faut être vigilant, l'objectif de cet institut est « d'ouvrir la voie de la capitalisation collective pour un financement durable » car il prétend « qu'une montée en puissance d'une capitalisation collective est nécessaire pour améliorer le rapport qualité/prix du système de retraites et le retour sur investissement pour les cotisants ».

### Les propositions du NPA

Les reculs sociaux ne sont ni négociables ni amendables, nous ne voulons ni d'un régime par points, ni de la retraite à 65 ans, ni du statu quo. Il faudra construire un rapport de forces unitaire pour imposer nos revendications constantes :  
– La retraite à 60 ans dès 35 années d'activité (travail salarié, formations, études dès 18 ans) et de privation forcée d'activité (chômage, maladie, accidents, maternité...);

– La continuité du salaire : le montant des pensions doit être maintenu avec un minimum identique au SMIC revendiqué (soit 1800 euros net pour le NPA);  
– Le refus de la ponction de nos pensions par la CSG et la CRDS (contribution au remboursement de la dette);  
– Des mesures spécifiques pour le rattrapage des pensions des femmes inférieures à celles des hommes;  
– Le refus de la capitalisation, car nous refusons que nos cotisations soient placées en bourse avec le risque de tout perdre comme par exemple les employéEs municipaux de grandes villes des États-Unis;  
– La démocratie sociale : c'est notre salaire dans sa part socialisée qui finance les branches de la Sécurité sociale dont les retraites. Les administrateurEs des caisses de Sécu doivent être élus, et révoqués si nécessaire, par les assuréEs sociaux, et dotés de réels pouvoirs de décision sur les orientations des caisses et leur gestion.

S. Bernard

## 19 MARS Rassemblement contre les crimes antisémites à Toulouse et ailleurs

Un rassemblement a été organisé samedi dernier à Toulouse à l'occasion de l'anniversaire des crimes commis par Mohammed Merah. Nous publions le texte sur lequel les organisations de gauche, dont le NPA, se sont retrouvées.

Il y a dix ans le 19 mars 2012, Gabriel Sandler (4 ans), Arié Sandler (5 ans), Myriam Monsonégo (7 ans) et Jonathan Sandler (30 ans) étaient assassinés à l'école Ozar Hatorah à Toulouse. Depuis 2006 et la mort tragique d'Ilan Halimi, de Toulouse à l'Hypercacher de la Porte de Vincennes et à Mireille Knoll, onze hommes, femmes, enfants ou personnes âgées ont été tués en France parce que juives.

### Détermination sans faille contre l'antisémitisme

Récemment lors des manifestations contre le pass sanitaire sont

apparus des propos antisémites et des pancartes « Qui ? » ciblant des personnalités juives accusées d'être responsables de la situation. Et ce, sans être rejetés par les manifestantEs, à de rares exceptions près. Dans le cadre de la campagne présidentielle, un candidat se permet de nier la réalité historique en expliquant dans tous les médias que « Vichy a protégé les Juifs français », alors que les historiens, à la suite de l'américain Robert Paxton, ont parfaitement mis en évidence l'antisémitisme viscéral du régime de Vichy et sa participation active à la déportation des Juifs de France,

français y compris, vers les centres de mise à mort nazis. Les actes, les propos antisémites et les violences racistes sont en augmentation, ici et ailleurs dans le monde. Elles nous obligent à une détermination sans faille contre l'antisémitisme et contre toute forme de racisme. C'est pourquoi nous appelons en mémoire de Gabriel, Arié, Myriam et Jonathan ainsi qu'en mémoire de toutes les victimes de crimes antisémites et racistes, à un rassemblement le samedi 19 mars à 10 h 30 – square De Gaulle – M° Capitole.

Nous demandons explicitement qu'aucun drapeau national n'y soit brandi, afin de ne pas détourner le sens de cette commémoration.

**Avec le soutien de :** Les Amis du Monde diplomatique de Toulouse, ATTAC 31, BDS France Toulouse, Centre de la communauté démocratique Kurde de Toulouse, Copernic 31, CNT 31, Collectif populaire contre l'extrême droite, Ensemble! 31, EÉLV, FSU 31, La France insoumise 31, Génération.s, Jeunes écologistes de Toulouse, LDH 31, Mouvement de la paix 31, MRAP 31, NPA 31, PG 31, RP, Solidaires 31, UCL Toulouse, Union juive française pour la paix, Université populaire de Toulouse, SAF 31, Mouvement de la paix 31, CDK Toulouse.



# UN TOIT C'EST UN DROIT **Logement pour touTEs!**

**L'**union fait la force, et de la force, il en faut pour avancer sur la question du logement en Europe! C'est pourquoi, depuis 2014, des mouvements de lutte et de défense du logement venant de 21 pays européens ont construit la « Coalition européenne d'actions pour le droit au logement et à la ville » (European Action Coalition), qui a décidé d'une journée annuelle de mobilisation européenne pour « le droit au logement, contre les expulsions et le logement cher ».

## En France, un bilan... macronien!

Macron, dans ce domaine aussi, soutient les riches et s'en prend aux plus modestes. Si la mesure la plus symptomatique du quinquennat est la baisse des APL, la plateforme pointe bien d'autres éléments qui vont dans le même sens : « Suppression des aides à la construction HLM, ponction dans les caisses des HLM au profit des investisseurs ». Cela s'ajoute à la politique fiscale en faveur des riches : suppression de l'ISF, baisses d'impôts et multiples cadeaux fiscaux... La plateforme ajoute la « précarisation des statuts

*Fin mars, c'est la fin de la trêve hivernale. Ce texte est donc le deuxième d'une série de trois articles consacrés au logement. La plateforme Logement pour tous appelle à une journée européenne d'action le 26 mars. Une très bonne nouvelle au beau milieu de la campagne présidentielle!*

*locatifs, l'extension des plateformes de location type Airbnb au détriment des habitantEs, la hausse des logements vacants et des expulsions en hiver, la marchandisation du logement social »*

## La crise du logement

La politique du gouvernement a donc, en cinq ans, entraîné la plus grave crise du logement depuis 50 ans. Le nombre des sans-abris augmente, les demandes HLM en attente également, et le risque d'expulsion menace 30 000 familles en 2022. Selon Pierre Concialdi, « avec un écart croissant entre la dépense de logement et le revenu des locataires, le taux d'effort des locataires n'a cessé d'augmenter. Entre 1984 et 2013, il a été multiplié par deux, dans le secteur privé comme dans le logement social. Cette hausse s'est poursuivie depuis, notamment avec la chute des aides au logement ». Et l'explosion des factures d'énergie pour se chauffer va renforcer gravement la précarité et la pauvreté

des familles et les condamner de plus en plus à s'approvisionner, pour manger, auprès des réseaux d'aide alimentaire.

## Le 26 mars, dans la rue!

La plateforme veut donc mobiliser les « locataires, mal-logéEs, sans-abri, salariéEs, précaires, jeunes, étudiantEs, immigréEs, exiléEs... ». Ses revendications dressent les contours d'une autre politique pour le logement<sup>2</sup> : « Un vrai budget pour le logement : 15 milliards, c'est-à-dire 2,2% du PIB pour le logement [...] pour rattraper et augmenter les APL, réaliser 300 000 logements sociaux par an ! »

Elle met aussi en avant des mesures d'urgence, d'actualité au moment de la fin de la trêve hivernale : « Arrêt des expulsions sans relogement et de la répression des sans-abri et des squatters, interdiction des hausses et coupures d'énergie et d'eau, [...] droit à l'hébergement inconditionnel, réquisition des biens vacants ».

Elle conclut par un programme complet de sauvegarde des HLM, contre leur casse par les dérives libérales et promeut un véritable « urbanisme pour les habitantEs et le climat, pas pour le profit ». Pour l'unité dans un même combat écologique et social, comprenant des « réhabilitations douces et co-élaborées avec les habitantEs dans les quartiers populaires ».

## Claude Moro

1 – Pierre Concialdi, « Confinement, récession et baisse des revenus : Quel impact des charges fixes de logement sur les contraintes budgétaires des ménages », *Éclairages de l'IPRES*, n° 16, avril 2020.

2 – Elles sont d'ailleurs au cœur d'une adresse aux candidatEs à la présidentielle.

**MANIFESTATION SAMEDI 26 MARS**  
15h Place de la Bourse à Paris.  
Manifestations dans toute la France et en Europe.

## HANDICAP

# L'égalité, pas la charité! (1/2)

*En 2017, au cours de sa première campagne présidentielle, Macron avait surpris en mettant l'éclairage sur la question du handicap. Il avait même pris quelques engagements... Cinq ans après, le jugement des associations est plutôt négatif. Ainsi, le Collectif handicap (plus de 50 associations regroupées) écrit-il rester sur sa faim et considère que, malgré quelques avancées, « le sentiment principal est celui d'une déception ».*

Il y a d'abord eu, au début du quinquennat, le très mauvais signal de la loi ELAN. Beaucoup attendaient un signal fort, répondant à l'exigence de l'accessibilité pour touTEs, qui effacerait l'abandon de l'échéance de 2015 pour la mise aux normes concernant l'accessibilité urbaine. Mais voilà, la loi prévoit que seuls 20% des logements d'un même immeuble « situés en rez-de-chaussée ou desservis par ascenseur devront être accessibles d'emblée ».

Deux autres gros dossiers n'ont pas avancé : l'emploi des personnes en situation de handicap reste un problème majeur, et aucune amélioration ne se profile. Le taux de chômage, en particulier de longue durée, est sans commune mesure avec les personnes valides. Et puis du côté des enfants, le dossier AESH n'a pas bougé, et les intéresséEs elles-mêmes et eux-mêmes s'organisent pour obtenir statut, salaire, formation, en rapport avec l'importance de leur tâche.

## Le scandale de l'AAH

Et le quinquennat se termine par le scandale de l'Allocation adulte handicapé (AAH), ceci dans le plus pur style macronien. Alors que tout le monde semblait avoir compris les enjeux de la déconjugalisation de l'AAH, le gouvernement et sa majorité ont purement et simplement empêché l'adoption de cette mesure!

Toutes les associations la réclamaient, au nom de l'autonomie, pour des raisons financières, mais pas seulement – il s'agissait aussi de donner un vrai statut à la personne en situation de handicap! Les organisations syndicales étaient sur la même position, ainsi que touTEs les parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale, à l'exception des godillots Modem et LREM. Au bout du compte, Macron s'est obstiné, et cela nous vaut aujourd'hui l'étonnant spectacle de voir apparaître cette mesure dans le programme de touTEs les candidatEs à cette élection – sauf celui du président... mais il est vrai qu'il ne va quand même pas s'abaisser à avoir un programme!

## Un revenu, c'est un dû... même après la présidentielle!

Bien entendu, le NPA s'associe à la revendication, si largement partagée, de la déconjugalisation de l'AAH. En effet, les personnes en situation de handicap, comme toutes les autres, doivent pouvoir disposer d'un revenu leur permettant de vivre sans dépendre d'unE conjointE. Mais au-delà, nous pensons que c'est d'un revenu décent dont doivent disposer les personnes qui actuellement touchent l'AAH. Qui peut vivre avec moins que le SMIC? Qui peut vivre avec 903,60 euros?

Philippe Poutou continuera donc de porter, lors de cette élection, l'exigence d'un revenu pour toutes et tous égal au moins au SMIC. Mais nous savons bien que cela ne suffira pas, et que la presque unanimité pour la déconjugalisation risque, dès le 25 avril, de sombrer dans l'oubli... jusqu'à la prochaine élection. Il faudra donc se tenir prêt, aux côtés des personnes en situation de handicap, de leurs associations, actrices et acteurs de la mobilisation, à se battre pour la satisfaction de leurs revendications. De façon plus générale, il faudra continuer à faire monter l'exigence du droit, pour les personnes en situation de handicap, d'avoir toute leur place et de vivre à égalité dans une société juste et solidaire...

## Claude Moro

À suivre, la semaine prochaine: « Handicap: l'égalité, pas la charité! (2/2): inclusion, institutionnalisation, égalité des droits! ».

## ÉDUCATION NATIONALE

# Macron fait la guerre à l'école publique

*La partie concernant l'école du discours du candidat Macron, jeudi 17 mars, ne s'adressait pas aux enseignantEs. Au contraire, Macron a surfé sur le « prof bashing » pour faire accepter son projet libéral, dans la droite ligne de son mandat actuel. Ce projet a été décliné sous la forme de trois leviers qui sont autant d'attaques envers les personnels.*

**L'**a méthode que Macron applique est celle des différents dirigeants (de droite comme de gauche) depuis 40 ans. D'abord, il a continué à assécher les services publics en moyens matériels et humains. Ce qui provoque la colère des usagerEs face à des services dégradés. Il nous fait accepter son projet de remodeler l'école pour qu'elle corresponde aux besoins actuels du patronat, avec d'une part des employéEs très qualifiés, mais sous-diplômés, et d'autre part des employéEs uberisés, corvéables à merci pour un salaire de misère. Ce faisant, il souhaite introduire une part encore plus importante de personnels contractuels au détriment des fonctionnaires pour réduire la « masse salariale » (et augmenter le contrôle et le renvoi des enseignantEs récalcitrants) et, « en même temps », créer de nouveaux marchés (l'orientation, l'aide aux devoirs, la formation des enseignantEs...).

## Des salaires au mérite: « Haro sur le baudet »

Macron a annoncé sa volonté d'augmenter les salaires, gelés globalement depuis 2011, mais pas pour touTEs. Il veut introduire une part de rémunération « au mérite » pour de « nouvelles missions » : remplacement des collègues absents, aide personnalisée, etc. C'est le « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy.

Macron va au-delà de Sarkozy: comment et par qui est jugé le « mérite » des personnels? Et sur quels critères? À la lumière des cinq années de Blanquer, le « mérite » va se transformer en une caporalisation des

## RÉMUNÉRATION DES ENSEIGNANTS



personnels. En réalité, cette mesure cherche à camoufler les besoins immenses et urgents de personnels dans les établissements scolaires.

## Recrutement individualisé: discrimination négative à l'embauche

Le deuxième levier macroniste agirait sur le recrutement. Macron veut donner plus d'autonomie aux établissements pour recruter des personnels contractuels. Il s'appuie sur l'expérience menée à Marseille, malgré le refus d'un grand nombre d'écoles et établissements. Ce levier accompagne la « fin » (ou la diminution importante de postes) du CAPES. Il s'agit, là encore, de diminuer la « masse

salariale » des fonctionnaires (comme cela s'est vu à La Poste ou à France Telecom). Cette mesure plait aux chefs d'établissement, qui pourront enfin recruter des « bons » enseignantEs (de leur point de vue). Mais en réalité, seules les « meilleures » écoles auront le choix de leurs personnels. Les autres recruteront celles et ceux qui veulent bien y aller.

## Transparence: la réussite scolaire n'est pas pour les pauvres

Le troisième levier est celui de la « transparence »: la mise en concurrence des profEs entre eux. Macron s'attire les grâces des parents d'élève en leur promettant une

obligation de résultat. Ce qui est impossible à réaliser objectivement. Macron joue la carte de la concurrence entre les établissements, dont la finalité est la généralisation de l'enseignement privé, qui garantira (sur le papier) la réussite scolaire. Macron se donne les moyens d'en finir avec l'école publique, au profit d'une école à plusieurs vitesses, et où ne s'en sortent que les enfants dont les parents ont une stratégie scolaire. Il s'agit donc d'exclure de fait les pauvres des circuits de réussite scolaire.

La suite de son programme n'est qu'une liste de mesures insignifiantes voire risibles. Après avoir siphonné les maths, voilà qu'il veut les remettre dans le tronc commun au lycée. Il entérine qu'il n'y a que deux types de bac: le bac avec des maths (qui autorise un large choix d'études supérieures) et le bac sans maths.

Macron parle d'augmenter la durée de sport à l'école, mais sans augmenter le temps scolaire, cela se fera donc au détriment des autres enseignements. Là encore, il s'agit de rendre impossible la poursuite d'études pour celles et ceux qui n'ont pas les moyens (financiers, familiaux...) d'apprendre en dehors de l'école.

## La guerre ne fait que commencer

Si on espère touTEs que Blanquer va dégager, on sait, en revanche, qu'un autre clone libéral aura toujours pour objectif la destruction de l'école publique. Nous devons dès maintenant nous préparer aux batailles qui nous attendent.  
**Franz Lapprand et Raphaël Greggan**



## Agenda

**Jeudi 24 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Marseille.** À 19 h, salon Magallon, Marseille 15<sup>e</sup>, 4, bd Magallon, métro Bougainville.

**Jeudi 24 mars, réunion publique du NPA avec Damien Scali – porte-parole de Philippe Poutou – et Selma – porte-parole du NPA jeunes, Melun.** À 19 h, 26, place Saint-Jean à Melun.

**Vendredi 25 mars, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Quimper.** À 20 h, Halles Saint-François (salle n°1).

**Samedi 26 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Clermont-Ferrand.** À 16 h, salle Leclanché, rue Champratel.

**Lundi 28 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Angoulême.** À 19 h, salle Bunuel, espace Franquin, 1 ter bd Berthelot.

**Mercredi 30 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rennes.** À 19 h 30, Maison de quartier Villejean, 2, rue de Bourgogne, M° Villejean-Université.

**Jeudi 31 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Nantes.** À 20 h, salle Festive Nantes-Nord, 73, avenue du Bout-des-Landes, TRAM (ligne 2) – arrêt René-Cassin.

**Vendredi 1<sup>er</sup> avril, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Tours.** À 20 h, centre de vie du Sanitas.

**Samedi 2 avril, meeting du NPA avec Philippe Poutou, Paris.** À 15 h, au Cirque d'Hiver, 110, rue Amélot dans le 11<sup>e</sup>, métro Filles-du-Calvaire.

**Lundi 4 avril, réunion publique du NPA avec Armelle Pertus – porte-parole de Philippe Poutou, Mulhouse.** À 20 h, MCP Cité, 29, rue du Chanoine-Cetty.

**Mardi 5 avril, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Orléans.** À 20 h, salle l'Unisson, Saint-Jean-de-la-Ruelle, 33, rue Bernard-Million

**Jeudi 7 avril, meeting du NPA avec Philippe Poutou, Toulouse.** Concert à 19 h, meeting à 20 h, salle Mermoz, 7, allée Gabriel-Biénès.

## À propos de notre programme, et du « vote utile »

*Urgence écologique, urgence démocratique, urgence sociale, urgence sanitaire : le capitalisme mène l'humanité et la planète à leur perte.*

Cela n'est pas dû au fait que le système serait mal dirigé ; c'est bien parce que le mode de production capitaliste repose sur le principe même de l'exploitation maximale des êtres humains et de la nature, fondé sur la loi du profit et de la concurrence généralisée, pour une minorité de possédants.

### Un programme de rupture... et de lutte !

Notre programme est non seulement un programme d'urgence, mais aussi un programme de rupture, qui revendique la nécessité d'arracher le pouvoir aux capitalistes en construisant un rapport de forces pour construire un autre monde. C'est pourquoi nous considérons que les élections ne sont pas une fin en soi mais un moment politique dont il s'agit de saisir pour bousculer le train-train des partis institutionnels. Nous voulons faire entendre la voix de celles et ceux qui refusent de se résigner à l'ordre des choses et qui veulent le faire savoir dans les urnes.

Notre programme de rupture n'est pas un simple programme électoral mais bien un programme de lutte, qui assume le fait que les mesures proposées ne pourront être imposées à la classe dominante qu'avec des mobilisations d'ampleur les reprenant à leur compte : grèves, manifestations, occupations... Dans l'histoire, les droits de celles et ceux d'en bas ont été conquis grâce à des grands mouvements sociaux, des grèves générales, des révolutions. La réduction du temps de travail, la Sécu, les congés payés, le droit à l'avortement... ont été arrachés à la suite de grandes

mobilisations comme en 1936, à la Libération ou en mai 1968. C'est de ce type de mobilisation dont nous avons besoin : quand la jeunesse et les travailleurEs occupent le devant de la scène, l'ambiance change et le rapport de forces peut basculer.

### S'organiser pour construire un autre monde

Face à l'urgence créée par la fuite en avant mortifère du système capitaliste, l'heure est à la résistance, à la lutte, à la défense de nos droits et libertés, mais aussi à la conquête de nouveaux droits. C'est cet esprit de résistance et de lutte qui nous anime et que nous faisons vivre lors de cette élection, en défendant non seulement des mesures d'urgence et de rupture, mais en

affirmant également la nécessité et la possibilité d'un autre monde. Il faut en finir avec un système qui génère toujours plus d'exploitation, d'oppressions et d'inégalités : nous défendons la perspective d'une société organisée en fonction des besoins sociaux et des nécessités écologiques, qu'on l'appelle écosocialiste, communiste ou autogestionnaire. Sans attendre, nous voulons aussi rendre concrets, ici et maintenant, d'autres rapports entre les êtres humains, fondés sur la coopération, les solidarités, et non sur la concurrence. Pour faire vivre cette perspective, il s'agit aussi de construire ou reconstruire les collectifs, les syndicats, les associations, toutes les structures qui permettent de s'organiser pour

résister et pour lutter. Dans ce cadre, nous invitons celles et ceux qui se retrouvent dans notre programme à nous rejoindre pour construire le parti dont nous avons besoin. Un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, qui devrait être plus large que ne l'est aujourd'hui le NPA, davantage implanté sur les lieux de vie, de travail et d'études. Un outil pour contribuer au renversement du capitalisme, vers une société écosocialiste, pour l'émancipation de l'humanité.

### Le vote utile, c'est le vote Poutou

Le début de la campagne a déjà montré qu'au milieu des autres candidatEs, et notamment des politicienEs professionnelEs de gauche comme de droite, la candidature de Philippe Poutou détonne et incarne la nécessité de s'affronter à ce système, de s'organiser pour le faire, et de défendre la perspective d'une société libérée de l'exploitation et des oppressions. Plus le nombre de voix qui se porteront sur la candidature de Philippe Poutou sera important, plus le sentiment d'isolement qui peut exister, chez celles et ceux qui tentent de résister, se réduira, et plus notre camp pourra reprendre confiance en lui, en sa force et en ses capacités d'agir collectivement pour transformer les choses.

Alors n'hésitons pas : par notre campagne, par nos luttes et par notre vote, bousculons le banquet des politicienEs et préparons dès aujourd'hui les lendemains d'une élection qui, quels que soient les résultats de cette dernière, devront nécessairement être placés sous le signe de la résistance et du combat pour nos droits.

Faire campagne pour Philippe Poutou et glisser un bulletin Philippe Poutou dans l'urne, c'est affirmer que nous nous préparons à cette perspective, sans illusion sur de prétendues solutions institutionnelles aux crises que nous vivons. C'est dire que nous refusons de nous résigner au prétendu « vote utile », qui a montré, élection après élection, à quel point il était inutile, et c'est aussi faire entendre haut et fort que nous sommes nombreuses et nombreux à assumer notre radicalité et à être prêts à en découdre avec Macron, les capitalistes et leur monde. Nos vies valent plus que leurs profits !

## Élection présidentielle

### Exigeons un débat entre touTEs les candidatEs

Nous reproduisons une lettre envoyée par l'équipe de campagne de Philippe Poutou, le 17 mars, aux équipes des candidatEs Nathalie Arthaud, Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon et Fabien Roussel.

#### CherEs camarades,

La campagne présidentielle pousse jusqu'à la caricature le fonctionnement de la 5<sup>e</sup> République autour de la fonction présidentielle. Le « coup d'État permanent » est particulièrement évident du fait des agissements du candidat Macron, qui s'appuie sur le fait qu'il est actuellement président, sur la guerre en Ukraine et sur la montée de l'extrême droite pour se présenter comme seul recours dans une situation complexe, où le rapport de forces entre les classes nous est défavorable. Pour le Nouveau Parti anticapitaliste, même si les organisations du mouvement ouvrier sont en concurrence, voire en confrontation dans le débat politique, nous ne devrions pas avoir d'intérêts opposés face à la droite, l'extrême



droite et le patronat. De ce point de vue, il nous semblerait juste de nous retrouver, même en temps de campagne, face aux forces antisociales et réactionnaires, comme lors de la manifestation contre l'extrême droite annoncée le 3 avril.

Nous vous contactons cependant pour un point plus spécifique et urgent : il nous semble que nous pourrions défendre un point de vue démocratique en commun concernant le refus d'Emmanuel Macron de débattre avec les autres candidatEs. Nous

proposons une prise de position commune des organisations de gauche pour exiger un débat entre touTEs les candidatEs, à la télévision, pas une simple succession d'interventions – ce dont Emmanuel Macron semble ne pas vouloir non plus. Il nous semble que cela serait favorable à toutes les organisations progressistes, car cela permettrait de forcer Macron à assumer son bilan. De plus, une discussion, avec un échange d'arguments, devant la population, réduirait le côté « politique spectacle » inhérent à l'élection présidentielle.

Cette prise de position commune pourrait passer par une tribune, un communiqué de presse et/ou une conférence de presse par exemple. Veuillez recevoir, cherEs camarades, nos meilleures salutations démocratiques et militantes.

L'équipe de campagne de Philippe Poutou

49<sup>e</sup> festival BD d'Angoulême

# Un festival passionnant, politique et populaire qui a retrouvé son public!

Après une année blanche de public en 2021, le festival 2022, en raison d'une nouvelle vague Covid, avait dû reporter sa date traditionnelle de fin janvier à la mi-mars (17 au 20 mars). C'était un pari, il a été gagnant! Le public était au rendez-vous, et la qualité aussi.

Covid ou pas Covid, la colère sociale des auteurEs de la profession (dessinateurEs, scénaristes et coloristes) qui s'était massivement exprimée en janvier 2020<sup>1</sup>, ne s'est toujours pas éteinte mais, dans le contexte de guerre en Europe que nous connaissons, elle s'est exprimée de façon moins spectaculaire. À l'exception d'un impair grave au sujet de la lutte pour l'environnement, cette 49<sup>e</sup> édition du Festival a globalement su répondre aux attentes des auteurEs et du public. À un tel point que *le Figaro* a qualifié le festival et son palmarès « d'élite »!

## La lutte pour l'environnement et contre le «greenwashing» au cœur du festival

Jusqu'en 2020, le prix de la BD «écolo» (Fauve Éco) ne comptait pas parmi les «Fauves» de l'année, ce qui était anormal vu l'acuité du problème environnemental et ses répercussions dans les œuvres. Juste retour des choses, le festival a décidé d'intégrer le prix «Éco» dans le top des récompenses mais d'y associer le nom d'une des entreprises qui sponsorise le festival, Raja le leader de l'emballage carton. Certes, l'emballage carton ne pollue pas en lui-même mais, au même titre qu'Amazon, il contribue au réchauffement de la planète. Colère des auteurEs (dont E. Davodeau et C. Blain) sélectionnés et colère des membres du jury qui démissionnent en série. Le Fauve Éco sera maintenue mais à minima. Échaudés par cette opération de «greenwashing» et alertés par une association qui lutte contre un projet de parc d'attraction «Imagiland» avec la BD comme prétexte, une petite centaine



d'auteurEs (Catherine Meurisse, Lewis Trondheim, François Bégaudeau...) se sont penchés sur le sujet et ont sorti un communiqué où ils et elles dénoncent «l'anachronisme du projet face au désastre environnemental [...], un

projet qui tire le monde du 9<sup>e</sup> art quarante ans en arrière» Le collectif «ImagiNon» qui lutte contre ce projet qui anéantirait une zone humide de plus, prendra d'ailleurs la parole au meeting de Philippe Poutou à Angoulême le 28 mars.

## Julie Doucet, une artiste «underground» canadienne élue Grand Prix de la ville d'Angoulême

Trois autrices – Pénélope Bagieu, Julie Doucet, Catherine Meurisse – composaient le trio de finalistes après le vote de leurs pairs. C'est Julie Doucet, 56 ans, qui l'a finalement emportée. Autrice féministe engagée à la fin du 20<sup>e</sup> siècle, elle avait abandonné la BD depuis plus de 20 ans, écœurée par le machisme ambiant de l'époque. La réédition de ses œuvres magistrales par L'Association en 2021 a certainement beaucoup contribué à cette éléction. Présente sur la scène du théâtre mercredi 16 mars au soir, il est bien dommage que sa timidité l'ait empêchée de mettre un peu de folie dans l'atmosphère consensuelle en soutien à l'Ukraine. Le concert dessiné pour l'Ukraine était en effet apolitique et larmoyant. Pas un «fuck Poutine» et pas un appel à soutenir la résistance ukrainienne.

## Le retour discret de Tardi à Angoulême

Jacques Tardi, trois fois récompensé à Angoulême puis Grand Prix pour l'ensemble de son œuvre en 1985, se faisait extrêmement rare et n'était plus venu à Angoulême depuis plus de 20 ans. La sortie de la BD *Élise et les nouveaux partisans*, signée avec Dominique Grange et du documentaire *N'efface pas nos traces* consacré au parcours militant de sa compagne Dominique Grange l'a fait se déplacer à la rencontre d'un public intergénérationnel, d'abord sur le stand de dédicaces des éditions Delcourt puis dans une salle de cinéma autour de la projection du documentaire consacré à Dominique Grange. 18 mars, Tardi, un événement dans l'événement.

## Un très bon cru pour les fauves 2022

Le Palmarès officiel du FIBD d'Angoulême est composé de 13 prix, baptisés Fauves d'Angoulême. Le Palmarès officiel mettait à l'honneur des œuvres publiées entre le 1<sup>er</sup> décembre 2020 et le 30 novembre 2021, en langue française (traductions incluses) et rassemblait une sélection de 83 ouvrages. Les 13 albums finalement récompensés cette année sont exceptionnels. À commencer par le Fauve d'or, prix du meilleur album : *Écoute, jolie Márcia*, de Marcello Quintanilha aux éditions Ça et là.

Márcia est infirmière dans un hôpital situé près de Rio. Elle vit dans une favela avec son petit ami, Alúisio, et la fille qu'elle a eue avec un autre homme. Quand celle-ci fréquente d'un peu trop près les membres d'un gang, Márcia demande à Alúisio de la surveiller. Une plongée passionnante au cœur de la société brésilienne contemporaine, magnifiée par de flamboyants aplats de couleurs.

Nous reviendrons sur l'ensemble des Fauves 2022, mais citons en quelques-uns dont certains sont déjà connus des lecteurEs du journal :

- Le prix de la BD du Musée de l'histoire de l'immigration : *Les saveurs du béton*, de Kei Lam, chez Steinkis
- Le prix René Goscinny – prix du meilleur scénario pour *Madeleine, résistante*, de Bertail, Morvan/Riffaud chez Dupuis
- Le prix du jeune scénariste pour *Des vivants*, de Raphaël Meltz, Louise Moaty et Simon Roussin, chez 2024
- Le Fauve polar SNCF pour *l'Entaille*, d'Antoine Maillard, aux éditions Cornélius
- Le Fauve d'Angoulême – prix du public pour *le Grand vide*, de Léa Murawiec, chez 2024
- Le Fauve d'Angoulême – prix de la série pour *Spirou, l'espoir malgré tout*, d'Émile Bravo chez Dupuis

Bonne lecture.

Sylvain Chardon

Voir les numéros de *L'Anticapitaliste* de fin janvier et février 2020.

## Littérature

# Le retour à Riga du fils prodigue J. M. R. Lenz, de Gert Hofmann

Éditions Pontcerq, 96 pages, 9,50 euros.

Des caractères minces, d'une élégance sobre, dont le vert de jade tranche comme une lueur de pâle éternité sur la pourpre d'une nuit sans étoile. Un bel objet, nimbé d'une aura de mystère. Ainsi se présente *Le Retour à Riga du fils prodigue Jakob Michaël Reinhold Lenz*, dernière publication des éditions Pontcerq. En 1974, Henri-Alexis Baatsch proposait une nouvelle traduction de *Lenz* de Büchner, retraçant l'une des escales du poète Jakob Lenz (1751-1792), frappé de désordre mental. Cinquante ans plus tard, le même Baatsch nous offre la traduction – accompagnée d'une postface aussi riche que limpide – d'une nouvelle écrite par Gert Hofmann en 1981, nous contant une journée du poète lors de son retour dans sa Livonie natale après une longue errance, alors que le relatif succès de son œuvre n'est plus qu'un souvenir. À l'image de cette pathétique journée de déshérence, il faudra attendre Brecht pour que soit reconnue la contribution de Lenz, compagnon de Goethe et figure du «Sturm und Drang», au renouvellement de l'écriture dramatique en Allemagne.

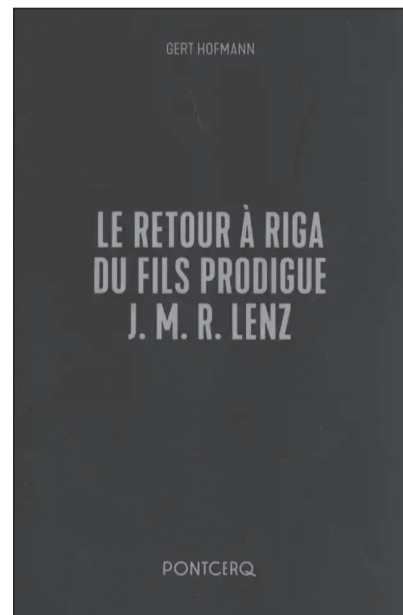
## Un retour aux airs de naufrage

C'est dans une langue intimiste, où le récit des événements se mêle à la

plongée dans un tourbillon d'affects et de paroles désorientées, que Gert Hofmann nous présente Jakob Lenz, «étrange composition de génie et d'enfance»<sup>1</sup>, abordant sa terre natale en poète déchu, oublié de ceux qui le connurent dans sa jeunesse comme il le fut de l'histoire de la littérature. Lui qui, onze ans plus tôt, refusant de n'être jamais que la marionnette du père tenue par les fils de la pension et de la morale, rompait avec sa famille et choisissait d'embrasser sa passion pour la littérature, s'attache alors au vain espoir de renouer cette relation filiale brisée. Même sans connaître l'œuvre du poète – dont seule une partie a été traduite en français – cette langue de méandres et d'analepses<sup>2</sup> parvient à nous rendre sensible chacune des éminences et des anfractuosités de la psyché de Lenz, invite à éprouver avec lui combien la rencontre manquée avec ses contemporains ne cesse de creuser ses plaies demeurées béantes.

## Le silence du puissant pharisien

Ne pouvant plus «placer son espoir que dans une force extérieure à lui-même», Lenz se jette aux pieds de son pasteur de père, récemment promu surintendant général. Face au religieux



richement vêtu qui le surplombe, lui, ses guenilles et son repentir, Lenz se confond en témoignages de tendresse et d'humilité; mais chacun de ces mots semble un oiseau blanc voué à s'écraser contre une vitre d'impassibilité. Son père organise en effet ce soir-là sa fête de promotion et, demiurge autoproclamé, règle les détails de

la cérémonie comme une seconde Création. Au silence froid et solennel du géant, «fermant à clé le royaume des Cieux devant les hommes»<sup>3</sup> à l'image d'une civilisation qui a jeté le discrédit sur les passions humaines, Lenz oppose son corps recroquevillé, ses gestes saccadés, sa voix criarde qui se brise en centaines d'éclats sonores, dévoilant le chaos qui mine de l'intérieur ce simulacre d'harmonie, brisant symboliquement l'ordre social incarné par un père hermétique à la coupe de douleur que lui présente son fils.

## Le sang du banni

«Voyez-vous, ma maladie, comme la vie même, nous est à tous une énigme, que nous décomposons et décrivons ce qu'elle est, ses causes et ses conséquences de quelque façon que nous voulions», expliquait le poète à son médecin, dans le *Lenz* de Büchner. À l'instar du mal qui frappe le Woyzeck de Büchner, devenu fou d'avoir été ainsi avili par une société sans âme, qui damne les miséreux, encense leurs bourreaux, et impose de n'aimer jamais qu'en surface, la folie de Lenz expose l'indivisibilité du lien entre vie et passion, décidant du destin de ces errants «dont le monde n'était pas

digne»<sup>4</sup>. Ainsi Lenz se trouve-t-il exclu du prétendu sanctuaire «où tant de croix sont dressées, et dans [lequel], à force de croix et de Christs, on oublie et lui-même et sa croix»<sup>5</sup>. Sacrifié sur l'autel de la bienséance, abandonné du père, «sous un ciel qui n'arrête jamais de se taire», son sang s'écoule dans l'herbe chaude avec l'extraordinaire beauté d'une chrysalide à l'aube de sa rupture.

À la jonction de la figure du fol-en-Christ et du Juif errant, Lenz porte le stigmate du déshérité, à la fois victime d'une civilisation et inlassablement en quête de son au-delà encore imperceptible. À cet égard, le texte de G. Hofmann agit comme une révélation, un appel lancé «à travers le temps et l'histoire»<sup>6</sup>, une résurrection discrète de cette figure singulière et prodigieuse, dont la vie fut toute entière tournée vers le besoin éperdu de défier l'étroitesse du monde.

Sophie Planté

1 – Lettre de Wieland à Meck

2 – Procédé de style par lequel on revient sur un événement antérieur au récit en cours

3 – Matthieu 23:13

4 – Hébreux 11:38

5 – J. W. Goethe, *Poésies diverses*

6 – Frédéric Metz, *Georg Büchner: biographie générale*

